



AUX CHEMINOTS RETRAITÉS

Montreuil, le 5 septembre 2022

**JOURNÉE INTERPROFESSIONNELLE
DU 29 SEPTEMBRE 2022****RETRAITÉ·E·S CHEMINOT·E·S,
POUR NOS REVENDICATIONS, ON SE MOBILISE EN MASSE
LE 29 SEPTEMBRE 2022 !**

L'UFR-CGT Cheminots appelle les cheminot·e·s retraité·e·s à se mobiliser en masse le 29 septembre en participant aux manifestations et rassemblements organisés sur tout le territoire, pour une journée unitaire, interprofessionnelle et intergénérationnelle de grève et de manifestations.

Le président de la République et son gouvernement n'auront pas mis de temps à renier leur engagement de campagne qui était de réindexer les pensions sur le coût de la vie, indexation supprimée par Macron à son arrivée à l'Élysée il y a 5 ans. Et si les mobilisations multiples et massives des retraité·e·s de ces derniers mois les obligent à revaloriser les pensions, avec 4 % au 1^{er} juillet 2022, le compte n'y est pas et les retraité·e·s vont subir une nouvelle perte de pouvoir d'achat face à une inflation qui pourrait avoisiner les 10 % à la fin de l'année (pour rappel, les 1,1 % de revalorisation au 1^{er} janvier 2022 l'étaient au titre de 2021).

Après avoir fait les poches des retraité·e·s pendant son précédent mandat (désindexation des pensions sur le coût de la vie, mise en place de la CSG, CRDS, CASA, ...), le président des riches continue dans sa politique de régression sociale, allant jusqu'à la provocation en parlant de « la fin de l'abondance » et « la fin de l'insouciance » !

Le président, son gouvernement et ses alliés sont bien éloignés de la « vraie vie » de celles et ceux pour qui, se nourrir correctement, se loger, se chauffer, se déplacer...devient un combat quotidien, notamment pour de nombreux·ses retraité·e·s.

En refusant de revaloriser le SMIC et les salaires, y préférant des mesures exonérées de cotisations sociales, le gouvernement, aidé en cela par la droite et l'extrême droite, répond d'abord aux intérêts du patronat et fragilise à nouveau le financement de notre système de protection sociale et l'avenir de la Sécurité sociale, fondement de notre socle social (75 milliards d'exonérations de cotisations sont offerts aux entreprises en 2022 !).

Et pendant ce temps, les profits des entreprises du CAC 40 battent des records : 70 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires en 2021 et pour le 1^{er} semestre 2022, les bénéfices atteignent déjà 73 milliards d'euros ! Elle est là, l'abondance ! Ça suffit !

Il en est de même pour la Sécurité sociale et notre système de santé. Là aussi, elle est où, l'abondance, quand on supprime 115 000 lits dans les hôpitaux en 25 ans, quand on supprime 100 000 postes de soignants en 8 ans ?



Par contre, il y a abondance de dividendes pour les actionnaires d'Orpea, Korian, Ramsay, Elsan...qui pillent la Sécurité sociale et échappent à l'impôt en profitant des paradis fiscaux.

Ensemble, exigeons 100 000 embauches pour l'hôpital pour répondre aux besoins de santé, 200 000 embauches dans les Ehpad, 100 000 embauches dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité ... Gagnons une nouvelle loi prenant en compte le droit à l'autonomie dans le cadre de la Sécurité sociale, financée par les cotisations sociales.

Reconquérir des services publics accessibles et au service de toutes et tous

Les retraité·e·s ont besoin de services publics de proximité, facilement accessibles. Mais depuis plusieurs années, les services publics sont démantelés, supprimés, privatisés pour certains ... À quoi il faut ajouter la dématérialisation imposée des services publics, entraînant de fortes inégalités d'accès ! Et les retraité·e·s sont particulièrement touché·e·s par cette situation. Ainsi, la défenseure des droits considère que cette « dématérialisation forcée » n'a pas représenté une simplification, mais « une forme de maltraitance institutionnelle ». Les retraité·e·s cheminot·e·s n'y échappent pas, y compris pour l'accès aux droits en matière de FC ou avec la CPR.

Le 29 septembre, faisons entendre notre voix pour gagner sur nos revendications.

Alors que le président des riches (il n'a jamais si bien porté ce nom) a choisi de répondre au seul camp du Capital, exigeons :

- La revalorisation générale des pensions avec comme minimum le Smic à 2000 € revendiqué par la CGT ;
- L'indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen ;
- L'ouverture de négociations avec le patronat sur les retraites complémentaires Agirc/Arrco ;
- Des moyens supplémentaires pour la Sécurité sociale, par les cotisations sociales, dans la loi de financement 2023 ;
- Le retour de services publics de proximité sous contrôle et maîtrise publique, avec des personnels en nombre, formés et qualifiés.

**RETRAITÉ-E-S, ACTIF-VE-S,
TOUS ENSEMBLE LE 29 SEPTEMBRE 2022 !**

